

DECISION n° 2025-153DC.

Objet : Remboursement anticipé des prêts de la Caisse d'Epargne N° 8316913, du Crédit Mutuel N° 00020188412 et N° 00020188413 - budget principal

Le Président de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 5217-10-6 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes des Vallées du Haut-Anjou ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2025-03-27-10 en date du 27 mars 2025, relative au vote du budget primitif du budget principal pour l'exercice 2025 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2025-06-26-01 en date du 26 juin 2025, relative au vote de la décision modificative N° 1 du budget principal pour l'exercice 2025 ;

Vu l'engagement n° 1 de la labellisation Lucie 26000 « Mettre en place une gouvernance responsable », notamment son plan d'action n° 2 « garantir les conditions d'une gouvernance responsable » ;

Vu l'axe du projet de territoire de la CCVHA dit « renouveler la gouvernance du territoire et poursuivre l'ouverture aux acteurs du territoire et des territoires voisins » ;

Vu les contrats de prêts suivants :

- n° 8316913 de la caisse d'Epargne en date du 20 juin 2013 d'un montant de 500 000 € pour une durée de 180 mois au taux d'intérêt fixe de 4.28%, dernière échéance est fixée au 15 juin 2028, le capital restant dû est de 106 960.83 € au 25 décembre 2025 ;
- n° 00020188413 du Crédit Mutuel en date du 18 février 2002 d'un montant de 467 427 € pour une durée de 25 ans, modifié par avenant le 26 avril 2012 au taux d'intérêt fixe de 4.35%, dernière échéance est fixée au 25 décembre 2027, le capital restant dû est de 23644.80 € au 24 décembre 2025 ;
- n° 00020188412 du Crédit Mutuel en date du 18 novembre 2002 d'un montant de 467 427 € pour une durée de 25 ans au taux d'intérêt fixe de 4.35%, modifié par avenant le 23 avril 2012 au taux d'intérêt fixe de 4.35%, dernière échéance est fixée au 25 décembre 2027 dernière échéance est fixée au 24 décembre 2027, la capital restant dû est de 25786.97 € au 25 décembre 2025 ;

CONSIDERANT que la trésorerie de la communauté de Communes des Vallées du Haut Anjou est suffisante afin de permettre la réduction de son niveau d'endettement actuel ;

CONSIDERANT la proposition de rembourser, de manière anticipée, les emprunts dont le taux d'intérêts est supérieur à 4 % ;

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

DES VALLÉES DU HAUT-ANJOU

Place Charles de Gaulle | 49220 LE LION D'ANGERS

tél. 02 41 95 31 74 fax. 02 41 95 17 87

contact@valleesduhautanjou.fr

www.valleesduhautanjou.fr

Accusé de réception en préfecture
049-200071868-20251216-2025-153DC-DE
Date de réception préfecture : 17/12/2025

DECIDE

Article 1er : de rembourser par anticipation les emprunts suivants :

- n° 8316913 de la caisse d'Epargne en date du 20 juin 2013 d'un montant de 500 000 € pour une durée de 180 mois au taux d'intérêt fixe de 4.28%, dernière échéance est fixée au 15 juin 2028, le capital restant dû est de 106 960,83 € au 25 décembre 2025 ;
- n° 00020188413 du Crédit Mutuel en date du 18 février 2002 d'un montant de 467 427 € pour une durée de 25 ans, modifié par avenant le 26 avril 2012 au taux d'intérêt fixe de 4.35%, dernière échéance est fixée au 25 décembre 2027, le capital restant dû est de 23 644,80 € au 24 décembre 2025 ;
- n° 00020188412 du Crédit Mutuel en date du 18 novembre 2002 d'un montant de 467 427 € pour une durée de 25 ans au taux d'intérêt fixe de 4.35%, modifié par avenant le 23 avril 2012 au taux d'intérêt fixe de 4.35%, dernière échéance est fixée au 25 décembre 2027 dernière échéance est fixée au 25 décembre 2027, la capital restant dû est de 25 78,697 € au 24 décembre 2025 ;

Article 2 : L'indemnité de remboursement anticipé s'élève à

- Prêt n° 8316913 de la caisse d'Epargne : 4 261 € ;
- Prêt n° 00020188413 du Crédit Mutuel : 0 € ;
- Prêt n° 00020188412 du Crédit Mutuel : 0 € ;

Article 3 : d'autoriser le Président ou son représentant tout document utile à l'applicable de la présente décision.

Article 4 : certifier le caractère exécutoire de la présente décision qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée sur le site internet de la collectivité ; Informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes, par courrier ou sur le site télérecours citoyens (www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Monsieur le Directeur général des services de la Communauté de communes des Vallées du Haut Anjou est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président


Etienne Glémot

